



Assemblée générale

Distr. générale
12 octobre 2006
Français
Original : espagnol

Soixante et unième session
Point 67 b) de l'ordre du jour

Les droits civils et politiques, en particulier les questions relatives à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à l'administration de la justice, à l'impunité

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 1/102 du Conseil des droits de l'homme, le rapport établi par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, Leandro Despouy.



Résumé

Le présent rapport évoque les questions qui ont le plus préoccupé le Rapporteur spécial pendant l'année et depuis la publication au début de 2006 de ses rapports sur les activités mises en œuvre en 2005 présentés au Conseil des droits de l'homme en septembre 2006. Il s'agit de son deuxième rapport à l'Assemblée générale; il y énumère, outre les multiples conférences internationales auxquelles il a pris part, les réunions qu'il a tenues avec différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour planifier ses prochaines missions et procéder au suivi de celles qu'il a déjà menées.

Une importante réalisation mise en avant dans le rapport est l'adoption par le Conseil des droits de l'homme à sa première session, en juin 2006, d'une Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, couronnant des années d'efforts des milieux diplomatiques et des organes qui s'occupent des droits de l'homme. L'Assemblée générale est invitée à adopter cet instrument à sa soixante et unième session et à ouvrir ainsi la voie à sa signature et à sa ratification par les États. Face à la gravité et à la généralisation dans le monde de la pratique répressive de la disparition forcée, la communauté internationale doit faire front avec fermeté alors qu'elle a aujourd'hui la possibilité de consacrer un instrument contraignant et universel pour lutter contre ce fléau.

Le Rapporteur spécial appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que la vaste compétence dont jouissent les tribunaux militaires dans certains pays a entraîné des violations répétées du droit à un procès équitable conduit par un tribunal indépendant, impartial et légalement constitué. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial analyse la jurisprudence et les normes internationales qu'ont établies les organes qui défendent les droits de l'homme à l'échelon régional et au plan mondial. Il évalue parallèlement les systèmes judiciaires nationaux qui sont dignes d'attention à cet égard, les grandes réformes en cours et les répercussions qu'a sur les droits de l'homme le fréquent recours à la justice militaire. Enfin, il formule des recommandations à ce sujet. Il souligne à ce propos l'intérêt que présente le projet de principes sur l'administration de la justice par les tribunaux militaires, élaboré par l'expert de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, Emmanuel Decaux. Le Conseil des droits de l'homme est actuellement saisi du texte, qui sera ensuite soumis à l'Assemblée générale.

Le présent rapport comporte également les principales conclusions et recommandations issues de l'étude menée avec d'autres experts des Nations Unies sur la situation des personnes détenues à Guantánamo, l'analyse des conséquences de cette situation et l'évaluation de son évolution récente.

Enfin, le rapport examine la façon dont le procès de Saddam Hussein et de ses collaborateurs s'est déroulé dernièrement, ainsi que des faits nouveaux concernant la Cour pénale internationale, points déjà abordés dans les précédents rapports du Rapporteur spécial présentés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial entreprend aussi d'analyser les activités des formations extraordinaires des tribunaux cambodgiens.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	4
II. Activités du Rapporteur spécial	2–6	4
A. Activités passées	2–4	4
B. Activités futures	5–6	5
III. Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	7–17	5
IV. La justice militaire dans le contexte du jugement de civils et des violations graves des droits de l'homme	18–47	8
A. Règles internationales applicables aux juridictions militaires	19–29	8
B. Exemples de règles et de pratiques nationales	30–47	12
1. Amérique latine	31–36	12
2. Afrique	37–39	14
3. Pays arabes	40–42	15
4. Asie et Pacifique	43–44	15
5. Asie centrale, Europe et Amérique du Nord	45–47	16
V. La situation des détenus à Guantánamo	48–57	17
VI. La Cour pénale suprême d'Iraq	58	19
VII. La Cour pénale internationale	59–62	20
VIII. Les formations extraordinaires des tribunaux cambodgiens	63	20
IX. Conclusions et recommandations	64–72	21

I. Introduction

1. Le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats présente son deuxième rapport à l'Assemblée générale. Il y rend compte de ses activités les plus récentes et aborde deux questions de fond tout à fait actuelles : la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, dont il recommande l'adoption à l'Assemblée générale, et la nécessité de limiter l'application de la juridiction militaire exclusivement aux militaires et aux infractions d'ordre militaire. Enfin, il examine les faits nouveaux dans le procès de Saddam Hussein et de ses collaborateurs, et l'évolution de la Cour pénale internationale et des formations extraordinaires des tribunaux cambodgiens, à la lumière des toutes dernières informations disponibles. Il étudie de même la situation des personnes détenues à Guantánamo.

II. Activités du Rapporteur spécial

A. Activités passées

2. Du 19 au 23 juin 2006, le Rapporteur spécial a participé à Genève à la treizième réunion annuelle des mandataires des procédures spéciales établies par la Commission des droits de l'homme et prorogées par le Conseil des droits de l'homme. Comme l'indique le rapport de la réunion¹, les participants ont pris note des activités du Comité de coordination des procédures spéciales, qui avait été créé à la précédente réunion annuelle. Ils ont évoqué les méthodes de travail du Comité, la mise en œuvre et le suivi de ses recommandations, les révisions susceptibles d'être apportées au Manuel des procédures spéciales des droits de l'homme des Nations Unies, et les difficultés à surmonter pour contribuer régulièrement aux travaux du Conseil des droits de l'homme récemment mis sur pied. Le Rapporteur spécial s'est également entretenu avec les présidents des différents organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, lors d'une réunion organisée en vue de renforcer les liens entre ces organes et les procédures spéciales.

3. Pendant son séjour à Genève, le Rapporteur spécial a rencontré le Ministre des affaires étrangères de la République des Maldives, Ahmed Shaheed, qui lui a renouvelé l'invitation de son gouvernement à réaliser une mission dans le pays. Le Rapporteur spécial s'est ensuite entretenu avec des fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin de préparer la mission, qui devrait se dérouler en octobre 2006. Dans le même ordre d'idées, il a rencontré des fonctionnaires du Haut Commissariat à Genève et au Royaume du Cambodge afin d'entamer les préparatifs d'une mission qu'il pourrait réaliser dans ce pays en novembre 2006. Le Rapporteur spécial a aussi rencontré une représentante de la Mission permanente du Kenya dans la perspective d'une mission qu'il ferait dans le pays au début de l'année 2007, sur l'invitation du Gouvernement. Il s'est également entretenu avec d'autres ministres et représentants de diverses missions permanentes de Genève, ainsi qu'avec des représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.

¹ La version non éditée de ce rapport est disponible en anglais à l'adresse : <<http://www.ohchr.org/english/bodies/chr/special/docs/13threport.AEV.pdf>>.

4. Le Rapporteur spécial a participé au XVII^e Cours international consacré à l'indépendance judiciaire, aux droits de l'homme et à la Charte démocratique interaméricaine, organisé par la Commission andine de juristes et l'Agence espagnole de coopération internationale à Cartagena de Indias (Colombie), du 31 juillet au 4 août 2006. Dans sa communication, il a qualifié l'indépendance judiciaire de garante de la fonction judiciaire.

B. Activités futures

5. Le Rapporteur spécial prévoit de réaliser les deux missions susmentionnées. Il se rendra ainsi en République des Maldives en octobre 2006 et au Royaume du Cambodge, dans le cadre du suivi d'une mission réalisée par le Haut Commissaire aux droits de l'homme. Il espère obtenir très bientôt l'aval du Gouvernement cambodgien pour pouvoir mener cette importante mission dans les plus brefs délais. Quant à la mission en République du Kenya, il a exprimé le désir de la réaliser en février 2007 mais attend la réponse du Gouvernement. Il prévoit également de se rendre en Équateur pour s'y rendre compte de la suite donnée aux recommandations qu'il avait formulées dans ses précédents rapports.

6. Le Rapporteur spécial participera à Genève à la deuxième session du Conseil des droits de l'homme du 18 septembre au 6 octobre 2006, où il présentera son rapport annuel, qui comporte la description des principales activités mises en œuvre en 2005 et début 2006 et diverses annexes, ainsi que le rapport commun sur la situation des personnes détenues à Guantánamo. Les 27 et 28 septembre 2006, il participera à Genève au séminaire annuel de l'Union interparlementaire sur le thème : « Le droit et la justice au crible des parlements ». Enfin, il prévoit de prendre part à une conférence internationale sur l'indépendance judiciaire, qui sera organisée par l'Union internationale des magistrats à Lomé, du 12 au 15 novembre 2006.

III. Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

7. Le 29 juin 2006, le Conseil des droits de l'homme a adopté sans la mettre aux voix la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, dont le texte figure en annexe à sa résolution 1/1, en recommandant son adoption à l'Assemblée générale. Cet instrument est le fruit de nombreuses années d'un intense travail diplomatique et des efforts prolongés déployés par des organisations de défense des droits de l'homme, plus particulièrement par des proches des victimes, pour élaborer un instrument contraignant et universel de répression de telles pratiques.

Origines de la Convention

8. En 1980, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a été créé sous l'égide de la Commission des droits de l'homme. Il s'agissait du premier

mécanisme thématique mis en place pour lutter contre des violations spécifiques des droits de l'homme particulièrement graves, où qu'elles soient commises².

9. En 1992, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ensemble de principes devant être appliqués par tous les États.

10. Le Rapporteur spécial, alors expert de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les états d'exception, avait recommandé dans son rapport annuel³ d'élaborer un texte contraignant visant à protéger toutes les personnes contre les disparitions forcées. En plus de ses effets sur l'impunité dont jouissent les auteurs de ces infractions, ce texte jouerait un rôle dissuasif et préventif puisque les gouvernements répressifs sauraient à l'avance qu'il leur serait impossible de promulguer une loi d'amnistie.

11. Dans le contexte régional, l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains a adopté en 1994 la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes.

12. En 1998, la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme a adopté le projet de convention présenté par l'expert indépendant Louis Joinet.

13. La Commission des droits de l'homme (alors présidée par le Rapporteur spécial) a franchi un pas décisif à sa cinquante-septième session, en 2001, en créant un Groupe de travail intersessions, à composition non limitée, chargé d'élaborer un projet d'instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Valeur et teneur de la Convention

14. La Convention qui vient d'être adoptée est le premier instrument international contraignant de portée universelle qui reconnaît le droit qu'a une personne de ne pas être la victime d'une disparition forcée. Elle confirme que la pratique généralisée ou systématique de la disparition forcée constitue un crime contre l'humanité, et est donc imprescriptible. Il s'agit d'une infraction permanente et continue qui, pour les besoins de l'extradition entre États parties, n'est pas considérée comme une infraction politique. La Convention réaffirme le droit des victimes à la justice et à réparation tout en établissant le droit de savoir la vérité sur ces violations. Elle oblige les États à veiller à ce que ces pratiques constituent une infraction autonome au regard de leur droit pénal et à prendre des mesures pour les prévenir, les étudier, les poursuivre et les sanctionner. Elle confirme que des raisons tenant à la sécurité nationale ou au respect de la vie privée ne peuvent être invoquées pour restreindre la protection dont bénéficient les citoyens contre de telles violations. Elle étend la notion de victime à toute personne physique ayant subi un préjudice direct du fait d'une disparition forcée. Elle garantit à toute personne ayant un intérêt légitime pour cette information le droit de connaître la vérité sur les auteurs et les circonstances de la disparition forcée, les progrès et les résultats de l'enquête, et le

² Au Colloque de Paris de 1981, on avait déjà évoqué la nécessité de faire des disparitions forcées une infraction distincte et, en 1982, la Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus disparus avait élaboré le premier projet de déclaration.

³ E/CN.4/Sub.2/1997/19.

sort de la personne disparue, et oblige à mettre en place des moyens efficaces pour obtenir ces renseignements. Elle prévoit l'institution d'un Comité que peuvent saisir les proches de la victime et leurs représentants légaux, ainsi que toute autre personne ayant un intérêt légitime⁴. Elle établit également que, dans certaines circonstances, le supérieur hiérarchique est responsable des actes de ses subordonnés, réaffirme les principes de l'extradition des responsables et requiert des États des sanctions pénales en cas de soustraction d'enfants nés en captivité ou ayant disparu en même temps que leurs parents, tout en exigeant que ces enfants soient rendus à leur famille d'origine.

15. Un autre point important de la Convention est qu'elle donne à son organe de suivi le pouvoir de prendre des mesures d'urgence pour rechercher des personnes disparues. Cette faculté nouvelle, connue sous le nom d'« *habeas corpus* international », joue un rôle préventif et humanitaire et constitue l'un des principaux pouvoirs du Comité des disparitions forcées, qui peut également informer en urgence l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des situations pour lesquelles on dispose d'éléments probants attestant que des infractions de cette nature sont commises de manière généralisée et systématique dans un État partie. Le Comité joue ainsi un rôle préventif dans les cas où les disparitions forcées pourraient constituer un crime contre l'humanité.

16. La Convention consacre le droit à la vérité comme un droit autonome. Elle tient ainsi compte de l'évolution de la jurisprudence dans les divers régimes de protection des droits de l'homme, comme cela a été clairement mis en évidence dans le rapport présenté par le Rapporteur spécial au Conseil des droits de l'homme en septembre 2006 (E/CN.4/2006/52). En effet, le droit à la vérité, qui est enraciné dans les traités et dans le droit coutumier, a pour particularité d'être un droit autonome en même temps que le moyen grâce auquel d'autres droits peuvent être mis en œuvre : le droit à l'information, à l'identité, à la possibilité de faire son deuil et, en particulier, le droit à la justice. De par l'importance des questions mises en cause et le caractère fondamental des droits touchés (droit à la vie, à l'intégrité physique et morale, à un procès équitable, etc.), le droit à la vérité est inaliénable, intangible et imprescriptible. De même, la jurisprudence nationale et internationale érige le droit à la vérité en une norme internationale de *jus cogens*. La manifestation de la vérité étant inéluctable, on peut affirmer d'un point de vue historique que la vérité, la justice et la réparation sont des composantes fondamentales d'une société démocratique et que, loin de l'affaiblir, elles la nourrissent et la renforcent.

17. C'est dans les années 70 et au début des années 80 que la communauté internationale a eu connaissance de l'existence de la pratique des disparitions forcées et elle a commencé d'y prêter attention, lorsque sont apparus des régimes dictatoriaux qui y avaient recours de manière institutionnalisée, systématique et généralisée pour éliminer toute forme d'opposition. L'Amérique latine faisait partie des régions dans lesquelles ce sinistre outil de répression était utilisé. Toutefois, à l'heure actuelle, cette pratique a été constatée dans 90 pays et le nombre total de cas portés à la connaissance du Groupe de travail depuis sa création s'élève à 50 000, ce qui confirme l'importance du nouvel instrument.

⁴ E/CN.4/2005/WG.22/WP.1/Rev.4; E/CN.4/2006/52.

IV. La justice militaire dans le contexte du jugement de civils et des violations graves des droits de l'homme

18. Ces dernières années, le Rapporteur spécial a noté avec préoccupation que l'étendue de la juridiction des tribunaux militaires constituait toujours un grave obstacle pour de nombreuses victimes de violations des droits de l'homme en quête de justice. Dans un grand nombre de pays, les tribunaux militaires continuent de juger les membres des forces armées qui ont commis de graves violations des droits de l'homme ou de juger des civils, en violation flagrante des principes internationaux applicables en la matière, voire, dans certains cas, de la législation nationale.

A. Règles internationales applicables aux juridictions militaires

19. Les obligations internationales des États relatives aux droits de l'homme et à l'administration de la justice s'étendent aux juridictions militaires. Peu d'instruments internationaux traitent spécifiquement de ces juridictions mais les principes et les règles relatifs aux droits de l'homme qui portent sur l'administration de la justice leur sont pleinement applicables. En effet, les principaux textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, tant universels que régionaux, établissent une série de principes fondamentaux qui s'appliquent à elles, tels que le principe de l'égalité devant les tribunaux, le droit d'être jugé par un tribunal compétent créé par la loi, le droit à un recours efficace, le principe de la légalité et le droit à un jugement équitable. Le droit international humanitaire, en ce qui le concerne, contient d'importantes dispositions relatives à l'administration de la justice⁵.

20. S'agissant de l'interdiction faite aux tribunaux militaires de juger de graves violations des droits de l'homme, seuls l'article 9 de la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes et l'article 16 de la Déclaration des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées contiennent des dispositions explicites. Cependant, une importante jurisprudence internationale s'est constituée à partir des règles générales relatives aux droits de l'homme qui portent sur l'administration de la justice. En particulier, l'interprétation du droit à un jugement équitable est à l'origine des limitations imposées aux tribunaux militaires s'agissant du jugement de civils.

21. Dans ce contexte, il convient de mentionner les travaux menés par les experts de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en particulier ceux effectués par Louis Joinet et, ultérieurement, par Emmanuel Decaux, qui ont abouti à l'élaboration d'un projet de principes sur l'administration de la justice par les tribunaux militaires (E/CN.4/2006/58), qui sera soumis pour examen au Conseil des droits de l'homme⁶, à sa deuxième session, en septembre-

⁵ Voir l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève, l'article 105 de la troisième Convention dans sa référence à l'article 130 et l'article 75 du premier Protocole additionnel et l'article 6 du deuxième Protocole additionnel aux quatre conventions.

⁶ Voir décisions 1/102 et 1/105 du Conseil des droits de l'homme.

octobre 2006. Les principes en question sont le fruit d'années de recherche, de consultations entre experts, juristes et militaires du monde entier et représentants de missions diplomatiques et d'organisations non gouvernementales. Fondés sur la vaste jurisprudence constituée par divers organes de l'ONU, ils établissent des règles claires sur les questions dont traite le présent rapport.

22. Le principe n° 5 dispose que les juridictions militaires doivent, par principe, être incompétentes pour juger des civils et qu'en toutes circonstances, l'État doit veiller à ce que les civils accusés d'une infraction pénale, quelle qu'en soit la nature, soient jugés par les tribunaux civils. Le principe n° 9 dispose qu'en toutes circonstances, la compétence des juridictions militaires doit être écartée au profit de celle des juridictions ordinaires lorsqu'il s'agit de mener à bien les enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme, telles que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et la torture, et de poursuivre et juger les auteurs de ces crimes.

23. Ces deux principes trouvent un écho dans l'Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité, élaboré par Diane Orentlicher et recommandés par la Commission des droits de l'homme⁷, dont le principe n° 29 dispose en effet que la compétence des tribunaux militaires doit être limitée aux seules infractions spécifiquement militaires commises par des militaires, à l'exclusion des violations des droits de l'homme qui relèvent de la compétence des juridictions ordinaires internes ou, le cas échéant, s'agissant de crimes graves selon le droit international, d'une juridiction pénale internationale ou internationalisée.

24. Ils tiennent compte de l'esprit et de la lettre des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, dont le principe n° 5 dispose que chacun a le droit d'être jugé par les juridictions ordinaires selon les procédures légales établies et qu'il ne doit pas être créé de juridictions n'employant pas les procédures dûment établies conformément à la loi afin de priver les juridictions ordinaires de leurs compétences. Ils tiennent compte également des conclusions auxquelles déjà sont parvenus divers organes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme au cours des dernières décennies. Ainsi, dans son observation générale n° 13 (1984) relative au droit à un jugement équitable, le Comité des droits de l'homme a établi que le jugement de civils par des tribunaux militaires devait être très exceptionnel et se dérouler dans des conditions qui respectent véritablement toutes les garanties stipulées à l'article 14 du Pacte⁸. Par la suite, sa position a évolué et il a déclaré à plusieurs occasions que les tribunaux militaires n'étaient pas compétents pour juger des civils. Dans ses observations finales sur le deuxième rapport périodique que le Liban a présenté en 1997, par exemple, il a recommandé à l'État libanais d'étudier la question de la compétence des tribunaux militaires et, dans tous les procès de civils et dans toutes les affaires de violation des droits de l'homme par des membres de l'armée, de transférer la compétence des tribunaux militaires aux tribunaux ordinaires⁹. Plus récemment, il a

⁷ Voir résolution 2005/81 de la Commission, en date du 21 avril 2005.

⁸ Voir HRI/Gen.1/Rev.7, chap. II, p. 152, par. 4.

⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 40* (A/52/40), chap. V, par. 344. Pour une vision d'ensemble de la jurisprudence du Comité des droits de l'homme en la matière, voir Federico Andreu-Guzmán, *Fuero militar y derecho internacional: los tribunales militares y las graves violaciones a los derechos*, Commission colombienne des juristes et Commission internationale des juristes, avril 2003, p. 55 à 62.

également conclu que le jugement de civils par des tribunaux militaires n'était pas compatible avec une administration de la justice équitable, impartiale et indépendante¹⁰. De même, la Commission des droits de l'homme a adopté, à diverses reprises, des résolutions dans lesquelles elle a demandé que l'on limite la compétence des tribunaux militaires aux délits commis par des militaires. Cela a été le cas dans sa résolution 2005/30 du 19 avril 2005, relative à l'intégrité du système judiciaire, dans laquelle elle a demandé aux États qui ont institué des tribunaux militaires ou des tribunaux pénaux spéciaux pour juger des auteurs d'infractions pénales de veiller à ce que ces tribunaux fassent partie intégrante de l'appareil judiciaire normal et qu'ils appliquent les procédures régulières qui sont reconnues par le droit international comme garantissant un procès équitable, notamment le droit de former appel d'un verdict de culpabilité et d'une condamnation¹¹.

25. D'autres entités de l'ONU se sont prononcées dans le même sens, principalement le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'enfant¹². Récemment, à sa quarante-deuxième session, tenue en juin 2006, ce dernier a réitéré sa position dans ses observations finales relatives à la Colombie, en observant avec préoccupation que le schéma d'impunité existant demeurerait inchangé et que la tendance à renvoyer des cas de violation des droits de l'homme aux juridictions militaires¹³. Dans son premier rapport à la Commission des droits de l'homme¹⁴, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats s'est dit opposé à ce que les tribunaux militaires aient compétence pour juger des civils et, dans le rapport conjoint sur la situation des détenus à Guantanamo¹⁵, s'est dit également opposé à ce que des commissions militaires aient cette compétence. Dans son rapport de 2006 au Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires et extrajudiciaires a déclaré que, concrètement, le fait de soumettre des allégations de violation des droits de l'homme à une juridiction militaire conduisait souvent à l'impunité¹⁶. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire s'est lui aussi prononcé très clairement contre le jugement de civils par des tribunaux militaires lorsqu'il a indiqué, en ce qui concerne le recours aux tribunaux militaires et aux juridictions d'exception, que traduire des terroristes présumés devant des juridictions d'exception était une pratique courante, et lorsqu'il a fait observer que l'une des causes les plus graves de détention arbitraire était justement l'existence de ces juridictions qui, dans leur quasi-totalité, ne respectaient pas les garanties du droit à un procès équitable¹⁷,

26. Tant la Commission que la Cour interaméricaine des droits de l'homme ont estimé que le jugement de civils par des tribunaux militaires allait à l'encontre des articles de la Convention américaine des droits de l'homme garantissant le droit d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial et le droit à un procès équitable. Elles ont établi le principe de la fonctionnalité qui, de l'avis du Rapporteur spécial,

¹⁰ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 40* (A/56/40), chap. IV, par. 77, al. 12.

¹¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2005, Supplément n° 3* (E/2005/23-E/CN.4/2005/135), chap. II.

¹² Andreu-Guzmán, op. cit. (voir note 9 ci-dessus), p. 62 à 65.

¹³ CRC/C/COL/CO/3, par. 44.

¹⁴ E/CN.4/2004/60, par. 60.

¹⁵ E/CN.4/2006/120.

¹⁶ E/CN.4/2006/53, par. 37.

¹⁷ E/CN.4/2004/3, par. 67.

est fondamental pour définir l'étendue de la compétence des juridictions militaires et lui circonscrit cette compétence aux délits liés à la fonction militaire, c'est-à-dire aux délits militaires commis par des membres des forces armées. La commission de violations graves des droits de l'homme ne découlant pas de la fonction militaire et des civils ne pouvant commettre de délits militaires, les violations graves des droits de l'homme et les délits commis par des civils relèvent donc nécessairement des tribunaux pénaux ordinaires.

27. Dans l'arrêt *Palamara Iribarne c. Chili* qu'elle a rendu récemment, le 22 novembre 2005, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rappelé que, dans un État démocratique de droit, la compétence des tribunaux pénaux militaires devait avoir un caractère restreint et exceptionnel et permettre de protéger des intérêts juridiques spéciaux, liés aux fonctions que la loi assigne aux forces militaires. En conséquence, ces tribunaux ne pouvaient juger des militaires que pour des crimes et délits qui, de par leur nature, portaient atteinte à des biens juridiques propres à l'ordre militaire et le jugement de civils relevait de la justice ordinaire¹⁸. La Cour concluait que l'État devait, dans un laps de temps raisonnable, aligner son ordre juridique interne sur les règles internationales relatives aux juridictions pénales militaires de façon que s'il considérait l'existence de ces juridictions comme nécessaire, celles-ci ne puissent connaître que de délits commis par des militaires d'active, liés à l'exercice de leurs fonctions. Autrement dit, l'État doit, au moyen de lois, établir les limites de la compétence matérielle et personnelle des tribunaux militaires afin qu'un civil ne soit soumis en aucune circonstance à la juridiction de tribunaux pénaux militaires¹⁹, et le jugement tant de civils que de militaires ayant commis des violations des droits de l'homme par des tribunaux militaires est incompatible avec l'obligation qui incombe aux États de garantir à chacun un procès équitable devant un tribunal indépendant, de lutter contre l'impunité et de garantir le droit des victimes à un recours efficace et à une réparation.

28. La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas de jurisprudence très étendue en ce qui concerne la justice militaire mais elle a rappelé, dans plusieurs décisions relatives aux tribunaux turcs de sécurité de l'État, qu'un civil pouvait légitimement alléguer une violation de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour non-indépendance du tribunal lorsque celui-ci était constitué d'un ou de plusieurs juges membres des forces armées, vu que celui-ci ou ceux-ci étai(en)t assujetti(s) comme tel(s) à la discipline militaire et que sa (leur) nomination était contrôlée par l'exécutif²⁰.

29. De même, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a contesté à plusieurs reprises, en vertu du principe de la fonctionnalité susmentionné, le fait que des tribunaux militaires jugeaient des civils²¹. Ainsi, les Principes et directives sur le droit à un jugement équitable et à une assistance juridique en

¹⁸ Par. 124 et 139 de l'arrêt.

¹⁹ Al. 14 du paragraphe 269 de l'arrêt.

²⁰ Voir l'arrêt du 9 juin 1998, concernant l'affaire *Incal c. Turquie* (n° 41/1997/825/1031).

Voir également l'arrêt du 28 octobre 1998 concernant l'affaire *Çiraklar c. Turquie* (n° 70/1997/854/1061); l'arrêt du 8 juillet 1999 concernant l'affaire *Gerger c. Turquie* (n° 24919/94); et l'arrêt du 8 juillet 1999 concernant l'affaire *Karatas c. Turquie* (n° 23168/94).

²¹ Voir notamment : la décision du 7 mai 2001 figurant dans la communication n° 218/98 (Nigéria); la décision du 6 novembre 2000 figurant dans la communication n° 223/98 (Sierra Leone); la décision d'avril 1997 figurant dans la communication n° 39/90 (Cameroun); et la décision de 1995 figurant dans la communication n° 60/91 (Nigéria).

Afrique, adoptés en 2003, établissent expressément qu'il est interdit aux tribunaux militaires de juger des civils et que ceux-ci peuvent invoquer cette interdiction pour faire valoir leurs droits.

B. Exemples de règles et de pratiques nationales

30. On trouvera ci-après quelques exemples illustrant, par région, la nécessité d'inciter les États à aligner leur législation sur les règles internationales régissant l'administration de la justice militaire.

1. Amérique latine

31. L'Amérique latine est une région dont l'histoire est caractérisée par un recours fréquent aux coups d'État et aux tribunaux militaires. Bien que de nombreux pays y procèdent actuellement à d'importantes réformes visant à limiter strictement l'étendue de la compétence de la justice militaire – c'est le cas notamment du Venezuela et de l'Argentine –, le problème continue d'y revêtir une importance fondamentale.

32. En ce qui concerne le Venezuela, selon le paragraphe 45 de l'arrêt que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu le 5 juillet 2006 au sujet de l'affaire *Montero Aranguren et al. (Retén de Catia) c. la République bolivarienne du Venezuela*, le Gouvernement vénézuélien a informé la Cour que les tribunaux militaires n'avaient plus compétence pour connaître d'affaires relatives à de graves violations des droits de l'homme commises par des militaires. Il a indiqué que si, au moment où les faits relatifs à l'affaire susmentionnée se sont produits, la législation permettait à des tribunaux ayant des compétences spéciales, comme les tribunaux militaires, de connaître d'affaires relatives à des violations des droits de l'homme, depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela de 1999, de telles affaires ne relevaient plus que des tribunaux ordinaires : conformément à l'article 25 de la Constitution, en effet, ce sont ces tribunaux qui, désormais, enquêtent sur les violations des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité et en jugent les auteurs, ce qui élimine toute possibilité de faire juger ceux-ci par des tribunaux spéciaux et ce qui montre que la demande de modification de la législation formulée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme a été prise en compte. En revanche, bien qu'il soit fait état, aux articles 25 et 29 et 261 de la Constitution en question, d'une réforme du secteur de la justice, aucune réforme n'a été apportée à ce jour au système de justice pénale militaire et le code organique de la justice militaire de 1998 demeure en vigueur. Selon *l'obiter dictum* d'une décision de 2002 cependant, la *Sala Plena* de la Cour suprême de justice a considéré que les jugements rendus par les tribunaux militaires, dans la mesure où ils pouvaient ne pas être conformes aux dispositions constitutionnelles et légales qui leur sont applicables, pouvaient être contestés par les parties concernées conformément aux dispositions juridiques relatives aux recours et autres mesures prévues à cette fin²².

33. De même, en Argentine, le Gouvernement élabore actuellement une réforme intégrale du Code de justice militaire en vigueur depuis 1951. Cette réforme prévoyait l'abrogation de ce code et l'abolition des juridictions pénales militaires,

²² Décision de 2002, juge rapporteur Rafael Perez Perdomo, dossier n° 2002-00018.

qui ne pourraient juger que des affaires de caractère exceptionnel en temps de guerre ou pendant des conflits armés, les tribunaux ordinaires devant être compétents dans tous les autres cas pour juger les délits commis par des militaires. Dans cette logique, elle met dûment l'accent, en ce qui concerne les violations graves des droits de l'homme par des membres des forces armées, sur l'obligation qui incombe à l'État de veiller à ce que les juridictions ordinaires enquêtent sur ces violations et les sanctionnent, sans qu'aucun type de restriction juridique ou réglementaire découlant du statut militaire des personnes qui les commettent puisse s'appliquer. Elle consacre par ailleurs le principe de l'intégrité du système judiciaire préconisé par l'ONU, puisque l'abolition du Code de justice militaire actuel n'entraîne pas l'adoption d'un nouveau code mais donne lieu à l'incorporation, dans le Code pénal national, de dispositions concernant spécifiquement les délits militaires. Elle prévoit en outre l'abolition de la peine de mort, décision novatrice qui ouvrirait la voie à la ratification des protocoles additionnels relatifs à l'abolition de la peine de mort, tant le protocole adopté par les institutions interaméricaines que le Second Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

34. Au Guatemala, la Constitution politique dispose, à son article 219, que les tribunaux militaires connaissent des crimes et délits commis par les membres de l'armée et qu'aucun civil ne peut être jugé par des tribunaux militaires. De même, elle dispose à son article 12 qu'aucune personne ne peut être jugée par des tribunaux spéciaux ou secrets. Le Congrès de la République ayant émis, en 1996, le décret 41-96, qui ordonne que les délits de droit commun commis par des militaires soient jugés par des juridictions ordinaires, les juridictions militaires ne sont plus en place que pour juger des délits strictement militaires mais les organes législatifs examinent actuellement un projet de loi prévoyant l'établissement d'une compétence personnelle au titre de laquelle les tribunaux militaires seraient compétents pour connaître de tous les délits commis par des militaires, y compris des délits constitutifs de violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial se dit profondément préoccupé par ce projet de loi, qui constitue un grave retour en arrière et va manifestement à l'encontre de la jurisprudence internationale et régionale.

35. En Colombie, la Constitution politique (de 1991) interdit expressément, même pendant des périodes de troubles civils, que des juridictions pénales militaires jugent des civils²³, et le Code pénal militaire²⁴ en vigueur depuis août 2000 exclut expressément de la compétence des tribunaux militaires certaines graves violations des droits de l'homme telles que la torture, le génocide et les disparitions forcées (art. 3). Par ailleurs, depuis 1995, la Cour constitutionnelle a limité la compétence des juridictions pénales militaires aux crimes commis dans le cadre d'une activité directement liée à une fonction inhérente aux forces armées et elle a indiqué que les tribunaux ordinaires étaient toujours compétents lorsque l'auteur du crime avait des intentions criminelles dès le départ ou dans le cas de crimes contre l'humanité²⁵. Selon le dernier rapport en date du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la Colombie, cependant, dans certains cas, les procureurs renvoient aux juridictions militaires des affaires qui sont du ressort de leur propre juridiction ou s'abstiennent de revendiquer leur compétence. En particulier, des exécutions extrajudiciaires de paysans et d'autochtones par des membres de l'armée, qui ont été

²³ Art. 214 de la Constitution politique de 1991.

²⁴ Loi n° 522 de 1999.

²⁵ Arrêt C-358 du 5 août 1997 rendu par la Cour constitutionnelle de Colombie.

présentées comme des homicides commis dans le feu de l'action, ont été jugées par les tribunaux militaires, en violation flagrante de l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle et des règles internationales.

36. En ce qui concerne le Chili, comme cela a été souligné au paragraphe 14 de l'arrêt qu'elle a rendu au sujet de l'affaire *Palamara Iribarne c. Chili* du 22 novembre 2005, la Cour interaméricaine des droits de l'homme lui a instamment demandé d'aligner son ordre juridique interne sur les règles internationales relatives aux juridictions pénales militaires, considérant que l'étendue de la compétence de ces juridictions était excessivement large puisqu'elle englobait les violations des droits de l'homme par des militaires et même des policiers et le jugement de civils²⁶.

2. Afrique

37. En République démocratique du Congo, les juridictions militaires, qui jouent un rôle démesuré, appliquent le principe de la compétence personnelle : tout crime commis par des militaires et des policiers relève de leur compétence, même les violations des droits de l'homme les plus graves, comme les crimes contre l'humanité, alors que les policiers ne devraient jamais être assujettis à la justice militaire parce qu'ils font partie de forces de l'ordre exerçant des activités civiles et non militaires. Le principe de la compétence personnelle qui a été incorporé dans l'article 156 de la nouvelle Constitution du pays, adoptée en mai 2006, est contraire aux règles internationales et engendre une grande impunité dans la mesure où les tribunaux militaires, qui sont soumis à de fortes pressions de la part de la hiérarchie militaire, ne sont pas indépendants²⁷.

38. Est également source de grande préoccupation le fait que des civils sont régulièrement jugés par des tribunaux militaires pour des crimes qui n'ont aucun lien avec les affaires militaires mais qui auraient été commis avec des « armes de guerre ». Vu le climat de violence qui règne dans le pays et l'étendue de la compétence des juridictions militaires, celles-ci sont saisies de la plupart des affaires criminelles et jugent souvent des civils dont le procès a de fortes motivations politiques, ce qui fait que les tribunaux ordinaires sont marginalisés²⁸. Le Rapporteur spécial se dit profondément préoccupé à cet égard et demande instamment au nouveau Parlement congolais de restreindre d'urgence la compétence des tribunaux militaires, conformément aux principes internationaux applicables aux juridictions militaires.

39. En République centrafricaine, le système de justice militaire a lui aussi une compétence très étendue, puisqu'il a à connaître de tous les crimes et délits commis par les militaires dans l'exercice de leurs fonctions et de tous ceux qu'ils commettent dans des établissements, navires ou aéronefs militaires. De plus, la définition du mot « militaire » est très large car elle s'applique à des personnes qui ne sont pas employées par les forces armées. À sa quatre-vingt-septième session, en juillet 2006, le Comité des droits de l'homme s'est déclaré à nouveau préoccupé par

²⁶ Arrêt *Palamara Iribarne c. Chili* du 22 novembre 2005, par. 269, al. 14.

²⁷ Pour des exemples concrets de l'impunité dans le système de justice militaire congolais, voir le rapport de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo intitulé : « La situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo durant la période de janvier à juin 2006 », 27 juillet 2006.

²⁸ Ibid.

le fait que les juridictions militaires avaient compétence pour juger des militaires qui avaient commis des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires dans le pays²⁹.

3. Pays arabes

40. L'étendue de la compétence des juridictions militaires est aussi excessive dans plusieurs pays arabes. En Égypte, en vertu de la législation antiterroriste, les tribunaux militaires ont compétence pour juger des civils accusés de terrorisme. Le Comité des droits de l'homme s'est montré très critique à ce sujet, en rappelant que les tribunaux militaires n'offraient pas de garantie d'indépendance et qu'il n'était pas possible de faire appel de leurs décisions devant une juridiction supérieure³⁰.

41. En Tunisie, la législation antiterroriste autorise aussi les tribunaux militaires à enquêter sur des civils soupçonnés de mener des activités terroristes et à les juger et dispose que leurs décisions sont irrévocables. Elle viole ainsi de façon flagrante le droit de chacun d'être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial et de bénéficier de toutes les garanties d'une procédure régulière, y compris du droit fondamental de faire appel d'une décision devant une juridiction supérieure.

42. En Jordanie, les tribunaux de sécurité de l'État créés en 1991 ont compétence pour juger des militaires et des civils, en raison d'une définition très large des crimes portant atteinte à la sécurité de l'État, et ils sont considérés comme des tribunaux militaires parce qu'ils se composent de deux juges militaires et d'un juge civil. On allègue en outre qu'ils ne sont pas indépendants, vu que leurs juges sont nommés directement par le Premier Ministre. Il peut être fait appel de leurs décisions devant la Cour de cassation, mais celle-ci a condamné à mort et ordonné l'exécution de plusieurs civils. Le Comité contre la torture a demandé instamment aux autorités jordaniennes de supprimer les tribunaux de sécurité de l'État pour que les tribunaux ordinaires soient à nouveau les seuls compétents dans le pays en matière pénale³¹.

4. Asie et Pacifique

43. Au Cambodge, en vertu de la loi, les tribunaux militaires ne peuvent juger que les délits militaires commis par des militaires mais, dans un certain nombre de cas, des civils ont été jugés par des juridictions militaires, en violation des règles internationales et de la législation interne du pays³². Les conflits entre les deux types de juridictions, civiles et militaires, expliqueraient l'impunité quasi totale dont jouissent les militaires qui commettent des infractions pénales. Le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Cambodge a d'ailleurs indiqué, à ce propos, relativement à une série d'exécutions sommaires commises par des militaires, qu'aucune de ces exécutions n'avait fait l'objet d'une enquête parce que le Procureur général, qui se considère

²⁹ CCPR/CP/CAF/CO/2, par. 12.

³⁰ CCPR/CO/76/EGY, par. 16, al. b).

³¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément n° 44* (A/50/44), par. 159 à 182, en particulier par. 175.

³² Il est fait état de l'affaire *Cheam Channy* et d'autres affaires civiles jugées par des tribunaux militaires dans le rapport d'octobre 2005 de l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Cambodge, relatif à la poursuite de l'impunité au Cambodge.

compétent, ne peut agir sans l'autorisation de l'exécutif et que le Procureur militaire, qui se considère compétent également, n'ordonne pas d'enquêtes³³.

44. Au Népal, le Parlement examine actuellement un projet de loi de réforme de l'armée qui s'applique également à la justice militaire. Ce projet, comme la loi actuellement en vigueur, permet à la justice militaire de connaître de graves violations des droits de l'homme commises par des membres de l'armée, telles que des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des actes de torture. De plus, il prévoit l'immunité des militaires pour tous les actes qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, même lorsque ceux-ci entraînent la mort d'une personne, et il accorde à l'armée le pouvoir de décider si une affaire doit être jugée par un tribunal ordinaire ou un tribunal militaire lorsque l'infraction en cause relève de la compétence des deux types de juridiction. Ces dispositions sont contraires aux normes internationales applicables. Ces dispositions sont contraires aux normes internationales applicables. Le Rapporteur spécial demande instamment aux organes législatifs népalais de modifier le projet de loi de manière qu'il soit conforme aux normes internationales applicables et garantisse que les militaires responsables de graves violations des droits de l'homme soient jugés par des tribunaux ordinaires et que les conflits de juridiction soient tranchés par un tribunal supérieur de la juridiction ordinaire, comme en dispose le projet de principes sur l'administration de la justice par des tribunaux militaires (principe n° 17).

5. Asie centrale, Europe et Amérique du Nord

45. Pendant sa visite au Tadjikistan, le Rapporteur spécial a pu constater que la justice militaire jouait un rôle excessif dans le système judiciaire. Les tribunaux militaires traitent en effet d'affaires pénales aussi bien que civiles : ils ont compétence en matière civile lorsque l'une des parties est un militaire et compétence en matière pénale lorsque au moins une des infractions (dans le cas où plusieurs infractions ont été commises) est de nature militaire ou lorsque au moins un des accusés (dans les cas où il y en a plusieurs) est un militaire. En conséquence, les tribunaux militaires jugent des civils au pénal comme au civil chaque fois qu'un militaire est impliqué dans une affaire, que celle-ci concerne des questions de simple responsabilité civile ou de graves violations des droits de l'homme. De telles dispositions sont contraires aux règles internationales relatives à l'accès à une justice impartiale et indépendante et au droit à un recours efficace en cas de violation des droits de l'homme. Dans son rapport, le Rapporteur spécial a recommandé que le pays adopte les réformes nécessaires pour que les tribunaux militaires n'exercent leur juridiction que dans les affaires liées à des infractions de nature purement militaire et n'aient pas compétence dans des procès où l'une des parties est un civil.

46. La même situation prévaut dans plusieurs autres pays de la région. Ainsi, en Fédération de Russie, la justice militaire est compétente pour enquêter sur tous les délits commis par des membres de l'armée, les forces armées du Ministère de l'intérieur et les forces Spetsnaz mais, dans la majorité des cas, le procureur militaire ne mène pas d'enquête sur les affaires impliquant des militaires.

³³ Ibid., p. 24.

47. En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, le Rapporteur spécial a fait état, dans le rapport conjoint sur la situation des détenus à Guantánamo (E/CN.4/2006/120), de la préoccupation que lui inspirent les conditions de détention de ces derniers, comme cela est indiqué ci-après.

V. La situation des détenus à Guantánamo

48. La Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur la détention arbitraire, Leila Zerrougui, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, Leandro Despouy, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak, la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, Asma Jahangir, et le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Paul Hunt, suivent individuellement depuis janvier 2002, et conjointement depuis juin 2004, la situation des détenus à Guantánamo. En février 2006, le Conseil des droits de l'homme a reçu le rapport final (E/CN.4/2006/120). Comme il a été impossible aux auteurs de se rendre dans le centre de détention, leur rapport a été établi à partir de renseignements fournis par le Gouvernement américain, d'entretiens avec d'anciens détenus et des réponses envoyées par des avocats agissant pour le compte de certains détenus aux questionnaires adressés par les titulaires de mandat. Il est également fondé sur des informations relevant du domaine public, notamment des rapports d'organisations non gouvernementales, des documents officiels de l'administration américaine et des informations provenant des médias.

49. Selon le rapport, la situation des détenus à Guantánamo est en infraction avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel sont parties les États-Unis. En outre, les détenus doivent pouvoir contester la légalité de leur détention devant un organe juridictionnel conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et obtenir leur remise en liberté s'il est établi que la détention n'a pas de base légale. À Guantánamo, le non-respect des garanties d'équité des procédures devant un tribunal indépendant est flagrant puisque le pouvoir exécutif fait office de juge, de procureur et d'avocat de la défense. S'agissant des conditions de détention, le rapport condamne les méthodes d'interrogatoire, en particulier quand elles sont utilisées simultanément, car elles constituent un traitement inhumain et dégradant au sens de la Convention contre la torture et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le rapport confirme qu'il y a violation du droit à la santé et de la liberté de religion et signale que l'alimentation forcée des détenus qui font la grève de la faim et le recours à la violence lors du transport des prisonniers constituent une torture selon la Convention.

50. Compte tenu de ces observations, les cinq experts demandent au Gouvernement américain de procéder à la fermeture immédiate du centre de détention de Guantánamo et de renoncer en attendant aux méthodes d'interrogatoire, de s'abstenir de toute autre pratique constituant une torture ou un traitement inhumain ou dégradant et de respecter le droit à la santé et la liberté de religion des détenus. Ils réaffirment l'applicabilité du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et exigent que soient accordées aux détenus les garanties qu'ils prévoient. Ils recommandent au Gouvernement américain d'enquêter sur toutes les allégations de torture ou de mauvais traitement et de poursuivre les

coupables, y compris les militaires de haut rang et les hauts responsables politiques qui auraient ordonné ou toléré ces pratiques, d'indemniser les victimes de tortures et d'autres traitements inhumains ou dégradants et de ne pas livrer les détenus à des pays où ils risqueraient d'être torturés.

Suite des événements

51. Juste après la parution du rapport, le Parlement européen s'est exprimé sur la question et a essentiellement fait siennes l'opinion et les recommandations des experts. De nombreuses organisations non gouvernementales, des hauts fonctionnaires européens et le Secrétaire général lui-même les ont également approuvées.

52. Pour sa part, en mai 2006, le Comité contre la torture a publié son rapport sur l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les États-Unis et sur l'avenir du centre de détention de Guantánamo. Le Comité y engage le Gouvernement américain à « fermer ce centre de détention, autoriser l'accès des détenus à une procédure judiciaire ou à les libérer le plus tôt possible, en veillant à ce qu'ils ne soient pas renvoyés dans un État où ils risqueraient d'être soumis à la torture » et affirme que la détention de ces personnes pour une durée indéfinie constitue en soi une violation de la Convention contre la torture.

53. Le 29 juin 2006, dans son arrêt en l'affaire *Hamdam c. Rumsfeld*, la Cour suprême des États-Unis a elle-même confirmé les principaux points du rapport. Elle a conclu que la structure des commissions militaires et la procédure employée violent le Code de justice militaire des États-Unis et les Conventions de Genève. Cette décision a invalidé le cas de figure de l'« ennemi combattant » comme prétexte pour s'exonérer des obligations du droit. La Cour a reproché au pouvoir exécutif et aux commissions de ne pas avoir réuni ni confronté des preuves suffisantes et de s'être limités à insister sur les notions d'« ennemi combattant » ou de « terroriste », qui ne constituent pas un motif valable. Elle a opposé l'illégalité des vagues charges portées contre les intéressés et même du chef d'association de malfaiteurs, formulé postérieurement (un an après), qui n'est considéré ni en droit interne ni en droit de la guerre comme une infraction justiciable des commissions militaires. Elle a déclaré que le Président des États-Unis ne saurait s'écarter, sans autorisation du Congrès, des procédures légalement établies de création et de fonctionnement des commissions militaires même lorsqu'il s'agit de ce que le pouvoir exécutif qualifie d'« ennemi combattant » (le Congrès lui a en effet refusé l'autorité législative nécessaire pour créer ce type de commission). Elle a condamné la violation des droits de la défense, notamment le droit fondamental qu'a le détenu d'assister à son procès, énoncé dans le Manuel des cours martiales et dans le Code de justice militaire. Il faut noter qu'elle a confirmé la validité de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève (le jugement doit être « rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés »). Le rapport souligne l'importance de cette disposition qui, par sa teneur et sa portée, constitue une sorte de miniconvention où sont énoncées les conditions juridiques et humanitaires minimales que tous les États doivent absolument respecter.

54. Cet arrêt a ouvert la voie à une éventuelle solution juridique du problème gigantesque auquel se heurtent les États-Unis : les commissions spéciales ont empêché non seulement la libération des innocents mais aussi la condamnation des responsables.

55. Une fois l'arrêt rendu, le Sénat américain a commencé à définir un nouveau type de tribunal pour juger les personnes soupçonnées de terrorisme détenues au centre de Guantánamo ou légaliser les commissions existantes conformément à la décision de la Cour. Le 7 juillet, le Département de la défense a ordonné à ses fonctionnaires de rendre leurs politiques, leurs pratiques et leurs directives conformes aux dispositions de l'article 3 commun aux Conventions de Genève. Cependant, cet ordre s'appliquait aux détenus sous la garde du Département de la défense mais pas aux personnes détenues par d'autres administrations fédérales comme la CIA, de sorte que la décision de la Cour suprême n'a été que partiellement respectée.

56. En juillet 2006, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a adopté la résolution n° 1/06 exhortant le Gouvernement des États-Unis à « fermer immédiatement le centre de détention de Guantánamo; à transférer les détenus en respectant le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire; à enquêter sur tout cas de torture ou autre traitement cruel, inhumain ou dégradant et à en poursuivre et sanctionner les auteurs; à prendre des mesures pour garantir que les détenus aient droit à un procès juste et transparent devant un tribunal impartial et indépendant »³⁴.

57. Le Rapporteur spécial espère que les recommandations des cinq experts indépendants de l'ONU, la résolution de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et l'arrêt de la Cour suprême des États-Unis seront intégralement suivis de sorte que la justice américaine pourra rester comme toujours auparavant attachée à la défense des droits de l'homme.

VI. La Cour pénale suprême d'Iraq

58. Dès le 10 décembre 2003, le Rapporteur spécial a émis des réserves sur le fonctionnement de la Cour pénale suprême d'Iraq et s'est dit inquiet de la violation des normes et des principes internationaux des droits de l'homme, en particulier le droit à être jugé par un tribunal impartial et indépendant et les droits de défense. En outre, dans plusieurs communiqués de presse et communications adressées au Gouvernement iraquien, il a évoqué les conditions déplorables dans lesquelles se déroule le procès de Saddam Hussein et de ses ex-collaborateurs, et notamment l'incidence de la violence et de l'insécurité qui règnent dans le pays sur le déroulement de ce procès. C'est au point que, depuis le début de celui-ci, un des juges, cinq futurs juges, trois avocats de la défense de Saddam Hussein et un employé de la Cour ont été assassinés et un quidam gravement blessé. Dans le prochain rapport qu'il présentera au Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial fournira une description détaillée de ce qu'il a constaté.

³⁴ Communiqué de presse n° 27/06 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

VII. La Cour pénale internationale

59. La Cour pénale internationale marque un progrès remarquable dans la lutte contre l'impunité et dans la protection des victimes et, à ce titre, elle a fait l'objet d'analyses dans plusieurs rapports du Rapporteur spécial.

60. Le Rapporteur spécial tient à souligner qu'entre juin 2005 et août 2006, les Gouvernements du Mexique, des Comores et de Saint-Kitts-et-Nevis ont ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

61. Le 10 février 2006, la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale a délivré un mandat d'arrêt contre le Congolais Thomas Lubanga Dyilo, chef et fondateur de l'Union des patriotes congolais, soupçonné d'être l'auteur du crime de guerre consistant à procéder à l'enrôlement et à la conscription d'enfants de moins de 15 ans et à les faire participer activement à des hostilités survenues en République démocratique du Congo. Le 17 mars 2006, M. Lubanga a été arrêté et remis à la Cour grâce à la coopération d'États et d'organisations internationales. Finalement, le 28 août, le Procureur de la Cour a présenté les charges retenues contre M. Lubanga. L'audience de confirmation des charges est prévue pour le 28 septembre prochain. Si les charges sont confirmées, il s'agira du premier cas dont sont saisis les juges de la Cour qui, dans un délai de 60 jours pourront a) confirmer les charges et procéder ainsi au jugement de l'accusé; b) rejeter les charges; c) reporter l'audience pour permettre au Procureur de présenter des preuves complémentaires.

62. Le Rapporteur spécial se félicite de la présentation des charges et de la citation à comparaître devant la Cour pénale internationale, mesures essentielles pour rendre justice aux innombrables victimes des conflits barbares en Ituri (République démocratique du Congo). Il se félicite aussi que le Procureur de la Cour enquête sur la situation en Ouganda et au Darfour. Le Conseil de sécurité a saisi la Cour de la question du Darfour en application de l'alinéa b) de l'article 13 du Statut de Rome.

VIII. Les formations extraordinaires des tribunaux cambodgiens

63. Le Rapporteur spécial se réjouit que les formations extraordinaires des tribunaux cambodgiens aient commencé leurs travaux en vue de juger les hauts responsables Khmers Rouges pour les crimes odieux commis entre avril 1975 et janvier 1979. Le 3 juillet 2006, les juges nationaux et internationaux qui composent le Tribunal ont prêté serment. Le Rapporteur spécial les engage à faire en sorte que les procès se déroulent dans le respect intégral des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, impartial et indépendant. Il déplore néanmoins que l'on ait tant tardé à juger les suspects, qui sont aujourd'hui âgés, et exhorte les autorités à rattraper ce retard au plus vite afin de rendre justice aux survivants et à la société cambodgienne.

IX. Conclusions et recommandations

Conclusions

64. L'histoire récente et la pratique des disparitions forcées qui se perpétue dans diverses régions montrent qu'il est urgent de se doter d'un instrument international contraignant et de portée universelle, pour sanctionner les auteurs de ces crimes, d'obtenir réparation pour les victimes, de lutter efficacement contre l'impunité et de prévenir ces pratiques et d'en dissuader les auteurs.

65. Dans le cadre de son mandat, le Rapporteur spécial a pu constater les nombreuses atteintes aux droits de défense et au droit à un procès équitable qui accompagnent l'application de la juridiction militaire. Comme il ressort du présent rapport, la vaste compétence que certains pays accordent à cette juridiction compromet dangereusement l'exercice des droits de l'homme, notamment le droit d'être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial.

Recommandations

66. Le Rapporteur spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter à sa soixante et unième session, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de l'ouvrir à la signature, à la ratification et à l'adhésion. Il recommande à tous les États de signer et de ratifier sans tarder cet instrument.

67. Le Rapporteur spécial invite l'Assemblée générale à adopter, quand elle en aura été saisie, le projet de principes sur l'administration de la justice par les tribunaux militaires. Ces principes sont extrêmement importants pour garantir que l'application de la juridiction militaire soit conforme au respect des droits de l'homme, en particulier ceux qui découlent d'une bonne administration de la justice.

68. Le Rapporteur spécial engage tous les États à harmoniser leur législation avec les normes internationales relatives aux juridictions militaires pour faire en sorte qu'elles se limitent aux infractions d'ordre strictement militaire commises par des militaires en service actif et que soient exclus de la compétence des tribunaux militaires le jugement de civils et le jugement de militaires qui se seraient livrés à de graves violations des droits de l'homme, conformément au principe de la fonctionnalité.

69. Le Rapporteur spécial invite instamment les États à respecter le principe d'intégrité du système judiciaire et à ne pas créer de commissions militaires ou de commissions spéciales pour juger des civils soupçonnés de se livrer à des activités terroristes ou de commettre d'autres infractions. Comme il ressort des précédents et la jurisprudence évoqués dans le présent rapport, la lutte contre le terrorisme ne saurait en aucun cas constituer une justification valable pour s'écarter des normes internationales en vigueur qui accordent à chacun le droit d'être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial.

70. Le Rapporteur spécial engage le Gouvernement américain à appliquer les recommandations formulées par les cinq experts indépendants de l'ONU, la résolution de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et l'arrêt de la Cour suprême de justice des États-Unis, à procéder à la fermeture immédiate du centre de détention de Guantánamo et à prendre toutes les mesures voulues pour remédier à la situation des détenus.

71. S'agissant du procès de Saddam Hussein et de ses principaux collaborateurs, le Rapporteur spécial réitère ses précédentes recommandations, concernant notamment la nécessité de rendre le fonctionnement du tribunal compétent conforme aux normes internationales ou de constituer une cour pénale internationale bénéficiant du concours de l'ONU.

72. Le Rapporteur spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
